

L'innovation locale est en panne car nous ne sommes pas assez curieux

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION

4 février 2026



En visite en Guadeloupe, jeudi 22 janvier dernier, Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement, a cherché à dynamiser localement le plan France 2030. Alors que ce programme national de 54 milliards d'euros a déjà engagé 21 milliards, accompagné 4 370 projets et généré 40 000 emplois, l'archipel accuse un retard criant. Seulement deux projets ont été déposés dans le cadre de l'appel à projets régionalisé lancé fin 2024. Pourquoi une telle sous-performance ? *Le Courrier de Guadeloupe* a interrogé l'un des deux seuls lauréats, le Dr Henry Joseph. Son témoignage est un appel à l'action.

Piloté stratégiquement par le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), placé sous l'autorité du Premier ministre et dirigé par Bruno Bonnell, le plan France 2030 est déployé sur le terrain par la Banque

publique d'investissement (Bpifrance). C'est cette dernière qui gère les appels à projets, instruit les dossiers et accompagne les lauréats. En Guadeloupe, le succès du programme repose donc sur les équipes locales de Bpifrance, ainsi que sur la Préfecture et la Région chargées de relayer et de promouvoir le dispositif auprès des entrepreneurs.

Pour la Guadeloupe, 16,2 millions d'euros d'aides étaient prévus pour France 2030, auxquels s'ajoutent 6 millions pour le volet « complément » régionalisé, placé sous la houlette de la Région et de la Préfecture. C'est précisément sur ce second levier, censé être le plus accessible aux acteurs locaux, que le bilan est mauvais. Bruno Bonnell a déploré que seuls 6 % de cette enveloppe aient été utilisés. Lors de sa visite, il a lancé un appel aux porteurs de projets : *« La période est courte jusqu'à début 2027. Plus une minute à perdre : il faut appeler la Région ou la préfecture si vous avez des projets innovants. On ne finance que de l'innovation »*.

Le lendemain de cette visite du 22 janvier, la préfecture a publié un communiqué à la tonalité rassurante. Elle y salue « le dynamisme des acteurs guadeloupéens et leur rôle clé » et liste des rencontres de Monsieur Bonnell avec des lauréats comme l'Université des Antilles (projet Widen en cybersécurité) ou l'entreprise Koseico. Des projets qui relèvent d'appels à projets nationaux.



Le programme de cybersécurité Widen de l'université des Antilles, lauréat de France 2030 a été présenté Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement (France 2030), lors de sa visite en Guadeloupe le 22 janvier 2026. Photo : Préfecture de Guadeloupe

Le volet qui préoccupe et interpelle est celui dit « régionalisé ». Celui qui finance des projets ancrés dans le tissu économique local – des PME, des start-ups ou des laboratoires qui exploitent les atouts de l'archipel. C'est un baromètre de la capacité d'innovation « made in Guadeloupe ». Et la performance est de deux lauréats. Un chiffre minime qui révèle une panne du moteur local.

Un bilan national flatteur

Lancé en 2021, France 2030 vise à accélérer les transitions technologiques et industrielles du pays. Ses chiffres clés sont flatteurs : 2 000 dépôts de brevets, 34 000 nouvelles formations ouvertes, 8 biomédicaments produits en France d'ici 2030, à horizon 2030, 288 000 à 600 000 créations nettes d'emplois. En apparence, la Guadeloupe n'est pas absente de la carte : le site de Bpifrance recense 16 projets liés au territoire, comme le projet Decarbflash de Top Caraïbes aux Abymes pour

une centrale photovoltaïque, ou l'aide à l'entreprise TP Mat pour moderniser sa production de béton.

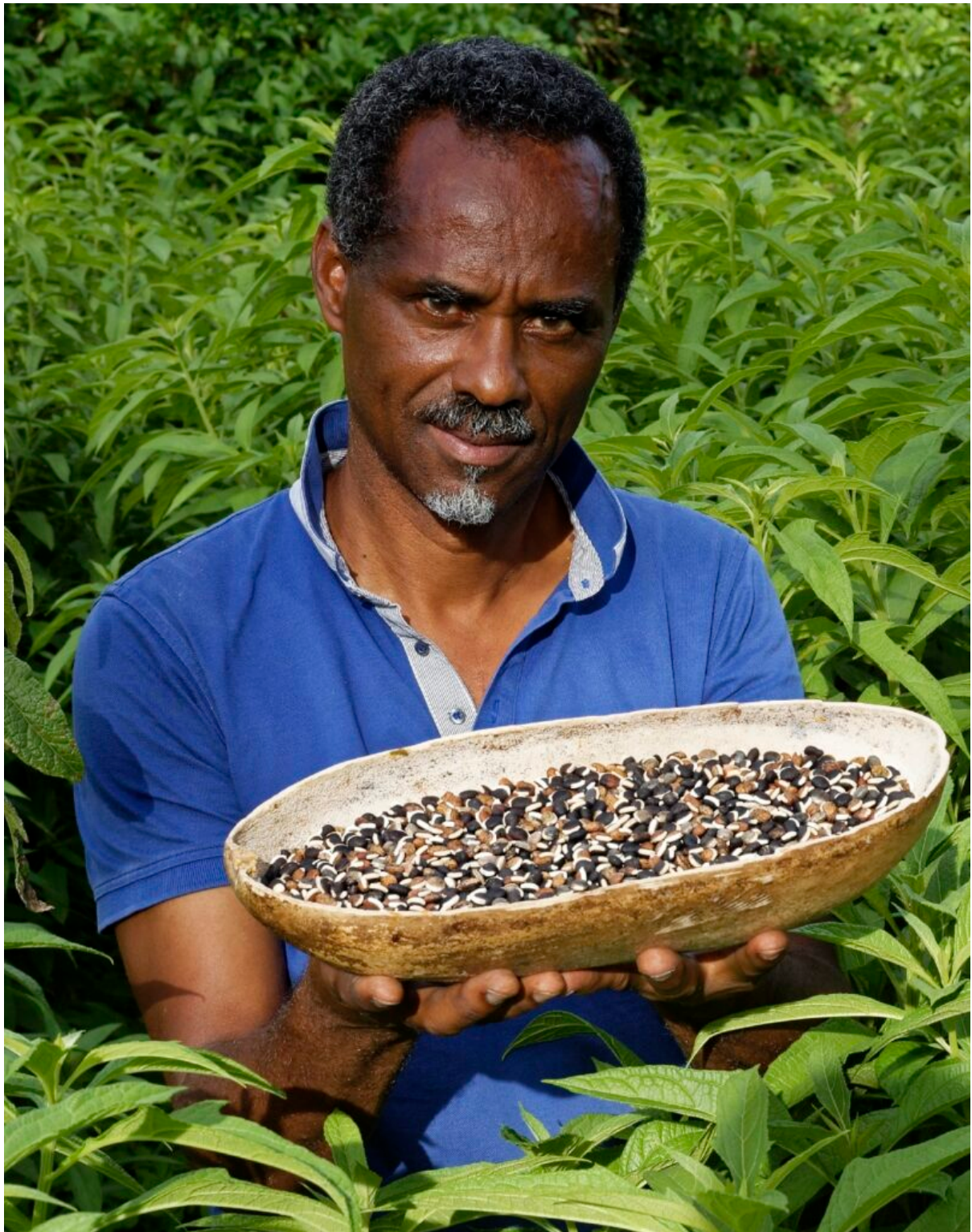
Mais Bpifrance Guadeloupe le confirme au *Courrier de Guadeloupe* : la grande majorité de ces projets relèvent de dispositifs nationaux ayant un lien avec l'archipel, sans être totalement portés ni déposés sur place. Les deux lauréats du volet régionalisé sont le projet Bonfilon (société Ewag) : une plateforme de valorisation des métiers d'avenir, déjà à l'arrêt (dernier article daté du 9 décembre). Et un projet du laboratoire Phytobokaz, dirigé par le Dr Henry Joseph, de création de pain sans gluten à partir de ressources végétales locales.

La comparaison avec les autres territoires ultramarins est peu flatteuse. La Guadeloupe (16 projets) est talonnée par Mayotte (15), devancée par la Martinique (26), la Guyane (27) et La Réunion (54). L'écart est abyssal avec des régions comme la Nouvelle-Aquitaine, qui a fait de l'innovation le cœur de sa politique économique. « En 2019, nous avons concentré 36 % des créations nettes d'emplois industriels en France et nous étions en 2024, pour la deuxième année consécutive, la deuxième région française en matière de créations de sites industriels », s'enorgueillit la région Nouvelle-Aquitaine, qui voit dans France 2030 un levier pour « accélérer l'innovation au sein des entreprises et acteurs de l'écosystème ».

« Nous sommes votre seule chance »

Le Dr Henry Joseph a partagé sa vision de l'innovation en esquissant d'abord un modèle de développement radicalement différent pour la Guadeloupe. « *La seule trajectoire viable pour la Guadeloupe, est celle d'une économie symbiotique et régénérative. Cela suppose une diversification agricole profonde. Cacao local, fruits et légumes tropicaux, racines, légumineuses, plantes médicinales... À cette agriculture régénérative doit s'adosser une agro-transformation locale : alimentation, cosmétique de haute valeur, huiles végétales, fibres naturelles, matériaux*

biosourcés, colorants végétaux. C'est dans la transformation que se créent l'emploi, la valeur ajoutée et la résilience économique. »



Le Dr Henry Joseph sur une parcelle de zèb a pik. Photo : Phytobokaz.

Il en tire une conclusion politique, adressée directement aux décideurs nationaux : *« Les compétences existent en Outre-mer. Ce qui manque, ce*

sont des budgets à la hauteur des enjeux et une volonté politique claire de passer de l'assistance à l'investissement stratégique. Dire que l'Outre-mer est une charge, c'est regarder le monde d'hier. Reconnaître qu'il est une chance stratégique, c'est préparer l'économie française de demain. »

Et il résume ainsi son échange avec Bruno Bonnell : « *Voilà ce que j'ai tenu à dire à Bruno Bonnell durant sa visite : 'Il faut arrêter de dire que l'Outre-Mer est une charge pour la France alors que nous sommes votre seule chance'.* »

« Nous ne sommes pas assez curieux »

Interrogé sur les racines de la frilosité à innover, le Dr Joseph pointe le fait que « *les Guadeloupéens ne sont pas assez curieux. Nous avons pris l'habitude de faire comme les autres, de copier les autres. Nous sommes aveugles de notre environnement. Nous avons une richesse qui est la biodiversité et l'innovation devrait être notre moteur de développement économique* ».

Il salue France 2030, dont il a su tirer parti : « *France 2030 est une très bonne initiative et une bonne opportunité. Mon projet est le 276e et Emmanuel Macron a prévu d'en sélectionner 500 sur toute la France. France 2030 c'est nouveau, on s'adresse directement aux chercheurs, c'est un vrai coup de pouce à l'innovation, pour inciter les créateurs à travailler, à chercher.* »

Le faible nombre de lauréats s'explique selon lui par le manque de préparation. Son dossier soumis à France 2030 n'est pas né d'une opportunité financière, il ne s'est pas dit « *ni on lajan la an kay pwan'y* ». Il s'agit d'un travail de longue haleine que France 2030 va accompagner. En clair, l'homme a plusieurs projets en gestation, ce n'est pas de l'opportunisme, c'est une constance dans le travail et dans la recherche.

L'info n'a pas de prix, mais elle a un coût. Vous venez de lire un article en accès libre. Pour ne pas perdre un journalisme de qualité, abonnez-vous [ici](#) ou, si vous préférez, faites un don [ici](#).